



MISE EN FORME
SANTÉ FÉMININE
NUTRITION

Section **SANTÉ**

GARDI
cyberp

cyberpresse.ca

leSoleil

Espace maintenant disponible
Contactez votre représentant
418.686.3435

Publié le 16 mars 2009 à 05h00 | Mis à jour à 05h00

Intimidation homophobe: un élève sur trois en est victime



Les garçons, autant les hétérosexuels que les homosexuels, sont particulièrement visés par l'intimidation homophobe.
Photothèque Le Soleil



Daphnée Dion-Viens
Le Soleil

(Québec) Dans les corridors des écoles, les élèves sont nombreux à se faire traiter de «fif» ou de «tapette», peu importe leur orientation sexuelle. Selon une nouvelle étude, un élève sur trois est victime d'intimidation homophobe au secondaire.

«C'est énorme, affirme Line Chamberland, professeure associée à l'UQAM. On ne s'attendait pas à ce qu'autant de jeunes soient touchés.» Mme Chamberland dirige un projet de recherche sur l'homophobie en milieu scolaire. Selon des données préliminaires recueillies auprès de plus d'une centaine d'élèves de quatrième et cinquième secondaire, les garçons sont particulièrement visés par ce type d'intimidation.

Ces chiffres signifient par ailleurs que plusieurs jeunes hétérosexuels sont aussi victimes de ces railleries.
«Toutes les raisons

sont bonnes pour s'attaquer à quelqu'un, affirme Mme Chamberland. C'est très difficile de vivre ça à cet âge-là, alors que le jeune se forge une identité. Les ados sont très durs les uns envers les autres.»

Même si la société en général semble plus ouverte à l'homosexualité, il reste encore énormément de travail à faire dans les écoles secondaires. «On pensait que la situation s'était améliorée, mais ça ne semble pas être le cas», lance la professeure.

Pour les ados qui se questionnent sur leur orientation sexuelle, cette violence verbale leur envoie d'ailleurs un message contradictoire, ajoute Mme Chamberland. «D'un côté, la société est plus ouverte mais, de l'autre, on observe que les jeunes attendent plus longtemps avant de faire leur coming out. Ce n'est pas pour rien.»

Selon les résultats de cette étude, l'homophobie serait le deuxième motif d'intimidation le plus répandu dans les écoles secondaires. Au premier rang figurent les railleries basées sur l'apparence physique, comme le poids, la

taille ou la forme

Des adultes apeurés

Si les insultes homophobes sont si répandues dans les corridors des écoles, c'est que les adultes agissent peu, ajoute Line Chamberland. «Trop souvent, on ferme les yeux. Les profs ont peur de la réaction des parents. Il n'y a pas souvent de politiques claires qui indiquent comment intervenir. C'est très inégal d'une école à l'autre.»

L'équipe de Mme Chamberland s'est aussi intéressée aux cégeps, où l'intimidation homophobe serait moins répandue. Moins de 10 % des étudiants en seraient victime. Lors d'entrevues, plusieurs jeunes ont d'ailleurs affirmé s'être sentis libérés une fois arrivés au collégial. Mais plusieurs resteront marqués à vie par leurs années passées au secondaire.

Copyright © 2000-2009 Cyberpresse Inc., une filiale de Gesca. Tous droits réservés.

Pour la facturation à la seconde, cliquez.



cyberpresse.ca

leSoleil

Publié le 16 mars 2009 à 05h00 | Mis à jour à 07h36

Éducation des adultes: les profs ne veulent pas de la réforme



Les professeurs redoutent les nouveaux cours en groupe que recevront les adultes.

Photothèque Le Soleil



Daphnée Dion-Viens
Le Soleil

(Québec) La fameuse réforme, qui a fait couler beaucoup d'encre au primaire et au secondaire, doit entrer en vigueur à l'éducation des adultes en septembre. Mais les profs s'y opposent fermement, affirmant qu'il est «complètement irréaliste» de mettre en oeuvre cette réforme dans le contexte actuel.

D'abord prévu pour septembre 2008, le ministère de l'Éducation a déjà reporté d'un an l'implantation obligatoire du renouveau pédagogique à l'éducation des adultes, à la demande des enseignants. Mais six mois avant de faire le saut, les professeurs affirment qu'ils risquent de s'y casser la figure, une fois de plus. «Pour nous, la crainte majeure c'est que les mêmes dérives que

nous avons connues au primaire et au secondaire se reproduisent», affirme Manon Bernard, présidente de la Fédération des syndicats de l'enseignement. Les enseignants n'ont pas reçu assez de formation et le matériel pédagogique ne sera pas prêt, ajoute-t-elle.

Présentement, l'enseignement aux adultes se fait surtout de façon individuelle. Les professeurs guident leurs élèves selon leur propre rythme. Avec la réforme, il y aura davantage d'enseignement en groupe et de pédagogie par projets. Une formule irréaliste qui ne colle pas vraiment aux besoins des élèves, affirme la FSE, qui remet en question la pertinence même de ces chambardements.

Même son de cloche de la part de la Fédération autonome de l'enseignement (FAE), qui a récemment fait paraître des publicités dans les journaux pour s'opposer à cette réforme. «Pourquoi vouloir changer une recette

gagnante?», affirme Sylvain Mallette, porte-parole de la FAE. Chaque année, des milliers de jeunes décrocheurs retournent sur les bancs d'école par le biais de l'éducation des adultes, rappelle-t-il. Au cours des prochains jours, la FAE fera d'ailleurs parvenir une lettre à la ministre de l'Éducation, Michelle Courchesne, à ce sujet.

«il faut plonger»

Les directeurs d'école ne partagent toutefois pas le point de vue des enseignants. «La réforme va aider à créer un lien d'appartenance avec l'école. On va mettre en oeuvre les changements au rythme des milieux. À un moment donné, il faut plonger», affirme Chantal Longpré, présidente de la Fédération québécoise des directions d'établissement.

Même son de cloche de la part d'André Caron, président de la Fédération des commissions scolaires du Québec. «Il faut arrêter de reporter. On ne peut pas toujours pelleter en avant. Il faut que l'éducation aux adultes soit en continuité avec le reste du système scolaire.»

Au cabinet de Mme Courchesne, l'attaché de presse Jean-Pascal Bernier affirme que le point de vue des enseignants sera écouté, mais qu'il ne peut en dire plus pour l'instant.

Le nombre d'élèves inscrits à l'éducation aux adultes a augmenté de 8 % au cours des dernières années, passant de 146 800 adultes en 2001-2002 à 158 700 en 2005-2006. Parmi eux, 33 % ont moins de 20 ans, selon les chiffres du ministère.

COUREZ
LA CHANCE DE
GAGNER

UN FORFAIT-VACANCES AU GRAND PALLADIUM
LADY HAMILTON RESORT & SPA CLUB IMPÉRIAL
À LUCEA, EN JAMAÏQUE.

CONCOURS

Rythmes
JAMAÏQUE

cyberpresse.ca

oin d'u

Publié le 13 mars 2009 à 23h12 | Mis à jour le 13 mars 2009 à 23h15

Ottawa réaffirme fièrement ses deux langues



La députée d'Ottawa-Vanier Madeleine Meilleur a participé hier au lancement de la campagne Une Ville, deux langues, qui vise à valoriser le fait que les employés municipaux peuvent travailler en français et à les encourager à offrir des services en français de qualité.

Etienne Ranger, LeDroit



Dominique La Haye
Le Droit

Une Ville, deux langues : voici le slogan de la nouvelle campagne lancée, hier, à la Ville d'Ottawa pour sensibiliser les employés municipaux à la Politique de bilinguisme et à sa mise en oeuvre.

Le coup d'envoi de la campagne a été donné par le maire d'Ottawa, Larry O'Brien, à l'occasion de son déjeuner annuel avec la communauté francophone, réunissant 200 personnes à l'hôtel de ville.

« Nous utilisons cette campagne pour hausser le profil de la politique municipale sur le bilinguisme et sa mise en oeuvre. Nous sommes la capitale nationale et je suis fier comme anglophone d'en faire la

promotion à la Ville. »

La gestionnaire municipale des services en français, Renée Bertrand, indique que cette campagne encouragera les employés francophones et bilingues à utiliser le français dans leur milieu de travail.

« L'intention est de valoriser auprès des employés le fait qu'ils peuvent travailler en français et de les encourager à offrir des services en français de qualité. On veut mettre l'accent sur l'offre active. Nous allons offrir aux employés une liste aide-mémoire à tous les comptoirs s'adressant au public, tant en santé publique, qu'en information et en services des loisirs », explique-t-elle.

Rapport Le Blanc

La Ville a lancé cette campagne s'adressant aux employés, à la suite de la sortie du rapport Le Blanc à l'automne dernier, commandé par la municipalité et qui critiquait vivement l'application de la politique de bilinguisme depuis son adoption en 2001, la qualifiant de poudre aux yeux. L'étude relatait la méconnaissance de la politique par les employés.

Le maire reconnaît qu'il reste encore beaucoup d'efforts à déployer pour mettre en oeuvre la politique.

« Nos efforts ne sont pas terminés, absolument pas, mais nous sommes sur la bonne voie, croit M. O'Brien. La connaissance de la politique est un des défis, ainsi que s'assurer que nous offrons la formation requise aux employés qui en ont besoin. »

Peu de cadres bilingues

Le conseiller municipal Jacques Legendre reconnaît les progrès accomplis depuis l'adoption de la politique, mais s'inquiète du faible nombre de cadres bilingues à la Ville d'Ottawa.

« Presqu'à chaque fois qu'on embauche un cadre à la Ville, la direction vient demander au conseil municipal une exemption, car elle n'a pu trouver un candidat bilingue. Petit à petit, il reste un seul haut gestionnaire bilingue qui est Alain Mercier, le directeur d'OC Transpo. Il y a un problème et il faudrait changer nos méthodes de recrutement. Si on ne trouve pas, c'est qu'on cherche mal pour trouver des personnes bilingues. »

C'est aussi l'avis de l'ex-greffier municipal, Pierre Pagé, à qui le maire a rendu hommage, hier, pour son leadership dans l'élaboration de la Politique de bilinguisme de la Ville.

« J'avais des inquiétudes quand j'étais en poste et j'en ai encore, par rapport à l'embauche des cadres supérieurs, car il en reste peu qui sont francophones. Les cadres sont obligés d'avoir les deux langues comme compétence, mais pour moi c'est important d'avoir des Franco-Ontariens comme cadres supérieurs, car ils ont une bonne compréhension des défis et de la culture du bilinguisme. »

Selon Mme Bertrand, la récente désignation de certains postes bilingues permettra non seulement de recruter des employés parlant les deux langues, mais aussi la présentation par tous les départements de la Ville d'un plan de mise en oeuvre de la politique au conseil municipal, à chaque année.



Une heure pour la Terre est de retour



par **Kristina Brazeau**

[Voir tous les articles de Kristina Brazeau](#)

Article mis en ligne le 13 mars 2009 à 9:38

[Soyez le premier à commenter cet article](#)

La Ville d'Ottawa devrait être plongée dans le noir le 28 mars prochain, entre 20h30 et 21h30 dans le cadre de l'événement Une heure pour la Terre. L'événement a été lancé par le Fonds mondial pour la nature à Sydney, en Australie, en 2007, afin d'encourager les gens à éteindre leurs lumières pour lutter contre les changements climatiques et la pollution.

Les organisateurs espèrent qu'un milliard de personnes de plus de 1000 villes participeront cette année. L'an dernier, près de 10 millions de Canadiens avaient pris part à l'événement. **(K.B.)**



cyberpresse.ca

LeDroit

613.562.0333 ou nouvelles@ledroit.com

Publié le 13 mars 2009 à 22h59 | Mis à jour le 13 mars 2009 à 23h02

Ignatieff à la reconquête des francophones



Joël-Denis Bellavance
La Presse

Le chef du Parti libéral, Michael Ignatieff, promet d'être un allié indéfectible des communautés francophones et acadiennes si son parti forme le gouvernement aux prochaines élections fédérales.

Dans son premier discours sur l'avenir de la francophonie canadienne qu'il doit prononcer ce soir à Embrun, dans l'Est ontarien, M. Ignatieff s'engage d'ailleurs à rétablir dans son intégralité le Programme de contestation judiciaire (PCJ) aboli par le gouvernement Harper en septembre 2006.

Dans le passé, ce programme a notamment permis aux minorités francophones de contester devant les tribunaux certaines décisions de gouvernements provinciaux qui leur étaient défavorables.

« Je n'attendrai pas que les tribunaux me poussent dans le dos pour agir et faire respecter la lettre et l'esprit de notre Charte des droits et libertés et de notre Loi sur les langues officielles », affirmera M. Ignatieff ce soir dans le discours qu'il prononcera à Embrun.

La Presse Canadienne

En Ontario, par exemple, les francophones ont réussi à renverser la décision de l'ancien gouvernement Harris de fermer l'hôpital Montfort, le seul hôpital universitaire francophone de la province, grâce à ce programme.

Devant la grogne des groupes francophones, le gouvernement Harper a battu en retraite l'an dernier en créant un nouveau programme afin d'aider les minorités linguistiques à défendre leurs droits.

Ce programme dispose d'un budget de 1,5 million \$ par année et favorise le règlement des différends entre les minorités linguistiques et les gouvernements par la médiation et les règlements à l'amiable.

Toutefois, les autres groupes minoritaires comme les gais et les lesbiennes ou encore les regroupements de

femmes ne peuvent obtenir le soutien financier d'Ottawa pour défendre leurs droits, comme ils pouvaient le faire dans le cadre du PCJ.

Un nouveau gouvernement libéral s'engagera aussi à investir dans des domaines importants pour la survie de la francophonie à l'extérieur du Québec, notamment la santé, l'éducation, la petite enfance, la culture et l'immigration.

« Je n'attendrai pas que les tribunaux me poussent dans le dos pour agir et faire respecter la lettre et l'esprit de notre Charte des droits et libertés et de notre Loi sur les langues officielles », affirme M. Ignatieff dans son discours dont La Presse a obtenu copie hier.

Atout humain

« Quand des gens me diront que nos deux langues officielles sont un obstacle ou un fardeau, je leur répondrai qu'elles représentent un atout humain, social et économique extraordinaire pour notre pays », ajoute le chef libéral, qui est parfaitement bilingue.

En somme, le mot d'ordre à Ottawa sera de redonner un nouveau souffle à la Loi sur les langues officielles, adoptée il y a quarante ans cette année, si les libéraux reprennent le pouvoir. M. Ignatieff entend donner la consigne non seulement à ses futurs ministres, mais aussi aux hauts fonctionnaires de l'appareil fédéral.

Historiquement, le Parti libéral a toujours profité de l'appui des minorités francophones partout au pays. Les libéraux remportaient facilement la mise dans des circonscriptions où le vote de francophones est déterminant. Mais depuis 2006, le Parti libéral a perdu des plumes dans plusieurs de ces circonscriptions et au dernier scrutin, il a mordu la poussière dans Saint-Boniface, au Manitoba, et dans plusieurs circonscriptions francophones dans le Nord de l'Ontario et dans l'Est ontarien.

Rebâtir les ponts

Le discours de Michael Ignatieff de ce soir vise donc à rebâtir les ponts entre le Parti libéral et les minorités francophones.

Dans ce discours, M. Ignatieff s'en prend aux souverainistes qui, selon lui, ne cessent de prétendre que le fait français est en voie de disparition dans le reste du Canada.

« Les souverainistes, les gens du Bloc, du PQ, disent sans cesse, oh, vous savez, au Canada, le fait français est en voie de disparition. On est sains et saufs seulement au Québec. Ce n'est pas vrai. Je vous le dis, le Canada existe, le but même du Canada, c'est de protéger la dualité linguistique partout au pays. Ça, c'est mon Canada et les souverainistes ne comprendront jamais notre pays », affirme M. Ignatieff.

Le chef libéral fait aussi allusion à la controverse entourant la commémoration du 250e anniversaire de la bataille des plaines d'Abraham. Selon lui, les francophones ont peut-être perdu cette bataille, mais ils ont gagné la guerre puisque la langue française est toujours vivante en Amérique du Nord.

« Les séparatistes parlent de défaite et de conquête. Eh bien, il s'agit au contraire d'une incroyable épopée de survivance et d'épanouissement dont nous pouvons être fiers », affirme-t-il dans son discours.



Concours en ligne

**GAGNER DU
CAFÉ GRATUIT
POUR UN AN**
Tirages Quotidiens**cyberpresse.ca**

Publié le 16 mars 2009 à 07h30 | Mis à jour à 07h32

Grève de cinq jours pour les professeurs de l'UQAM

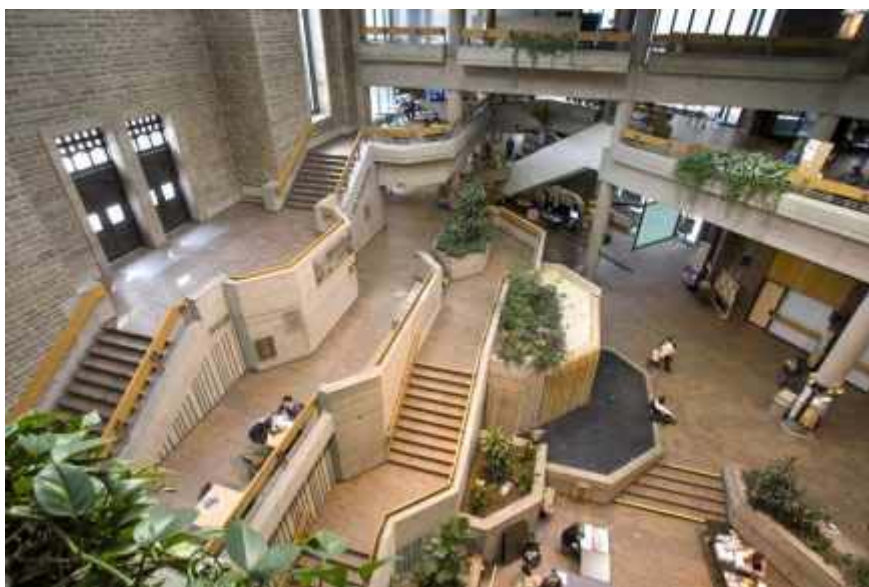


Photo: Alain Roberge, La Presse

La Presse Canadienne
Montréal

Les quelques 1000 professeurs et maîtres de langue syndiqués de l'UQAM déclenchent ce lundi une grève d'une durée prévue de 5 jours. À la fin de la semaine, c'est l'assemblée générale du syndicat qui décidera de la poursuite ou non de ce moyen de pression.

Le 10 mars dernier, après plus de 21 mois de négociation, les membres du Syndicat des professeurs de l'Université du Québec à Montréal (SPUQ-CSN) ont considéré qu'une intensification des moyens de pression était le seul moyen pour faire entendre raison à l'employeur. Les professeurs protestent contre la lenteur des négociations en vue du renouvellement de leur convention

collective. Ils sont sans contrat de travail depuis le mois de mai 2007.

Il y a quelques semaines, la direction de l'UQAM refusait de présenter une offre salariale à ses employés sans adoption au préalable d'un plan de retour à l'équilibre budgétaire. L'université est encore aux prises avec les conséquences du fiasco immobilier du Complexe des sciences et de l'îlot Voyageur.

Il semble que l'enseignement livré par les chargés de cours sera maintenu selon l'horaire habituel pendant la grève des professeurs.

Copyright © 2000-2009 Cyberpresse Inc., une filiale de Gesca. Tous droits réservés.

Water bottle anxiety, uncorked

Water is good, plastic bottles are bad. Instead of banning them, why not make a better bottle?

BY KELLY EGAN, THE OTTAWA CITIZEN MARCH 15, 2009



Kelly Egan

Photograph by: The Ottawa Citizen, The Ottawa Citizen

There was a time when no one drank water from a plastic bottle.

This was followed by a time when everybody drank water from a plastic bottle.

This was followed by a switch to hard-plastic bottles. This was followed by the hard-plastic bottle scare.

And that was followed by right now, when no one is supposed to drink water from a disposable plastic bottle. You follow?

A casual observation about the modern world: it's insane.

We live in an information age. No kidding, genius. Now we know what it means: the information you get today is the lie you discover tomorrow.

One of the warnings about the dangers of discarded plastic comes from enviro-deity David Suzuki. In a piece he wrote a few months ago, he described what happens to plastic that ends up in the ocean.

On the West Coast at least, it floats about in currents until it is caught up in something called the North Pacific Gyre, a giant swirl. About 900 kilometres off the coast of California, he wrote, there is an island of plastic debris 30 metres deep and bigger than Quebec.

I thought he was making it up. Turns out -- Imagine! -- he may have undersold. According to a piece in a respected newspaper, the "plastic soup" may be twice the size of the continental United States.

Seriously, how could a plastic bottle containing water -- water? -- become an environmental hazard so great it is helping to create calamitous islands in the ocean? Our reaction to the slightest threat, of

course, is to ban everything, like God on the sides of buses. It is so tiresome.

The Federation of Canadian Municipalities, for one, is urging cities to phase out the sale and purchase of bottled water at municipal facilities "where appropriate." The city of Ottawa is expected to deal with the issue later this year.

In theory, though, the city will be looking at stopping the sale of bottled water on its properties: arenas, community centres, city-run cafeterias.

The Ottawa-Carleton District School Board, meanwhile, is on a similar path. In a decision last month, a committee of the board stopped short of a ban, voting instead to "actively encourage" the use of municipal water and reusable containers in place of plastic bottles.

The recommendation goes to the full board later this month.

There are two issues intertwined: one is the water, the second is the bottle.

Estimates vary, but somewhere between 40 and 80 per cent of the recyclable bottles end up in landfills. Some, obviously, end up in the ocean. The FCM, in its resolution, says it takes three litres of water to manufacture a one-litre plastic container.

It also takes, according to National Geographic calculations, about a quarter of a litre of oil to produce that one single bottle.

Secondly, various organizations point out that much of the commercially-produced bottled water is simply tap water repurified, meaning the price is exorbitant. Where does it end, this eco-anxiety?

Are we going to start asking whether the bad tarsands produced the oil that powered the manufacture of the bottle that had to be driven by a gas-guzzling truck to your vending machine, that has to draw electrical power from a coal-fired plant that had to be supplied by a mine that has to use fossil fuels to power the machinery?

Drinking water is good for you. It is better than drinking pop or coffee or beer. In our schools, it is a smart thing to offer kids.

If the problem is the container, then someone needs to design a different container or figure out a way - - deposit fees? -- to make sure they don't end up in the dump.

As for the water itself? Surely the consumer can be left to decide whether it's worth \$1.39 to buy half a litre of water, probably from a tap and costing the producer almost nothing.

Bottled water is convenient, usually cold and portable. It surely has its place. Ten thousand people in a

hockey arena are not lining up at a water fountain. Get real. It is probably a wise idea to encourage students -- indeed, everybody -- to consider putting tap water in a reusable container.

But to actually ban its sale? No. Half the things in a refrigerator come in a plastic container. What next, a campaign against the evils of salad-dressing bottles?

Don't worry. It's only today's information. There's plenty of time to be corrected, to feel anxious, tomorrow.

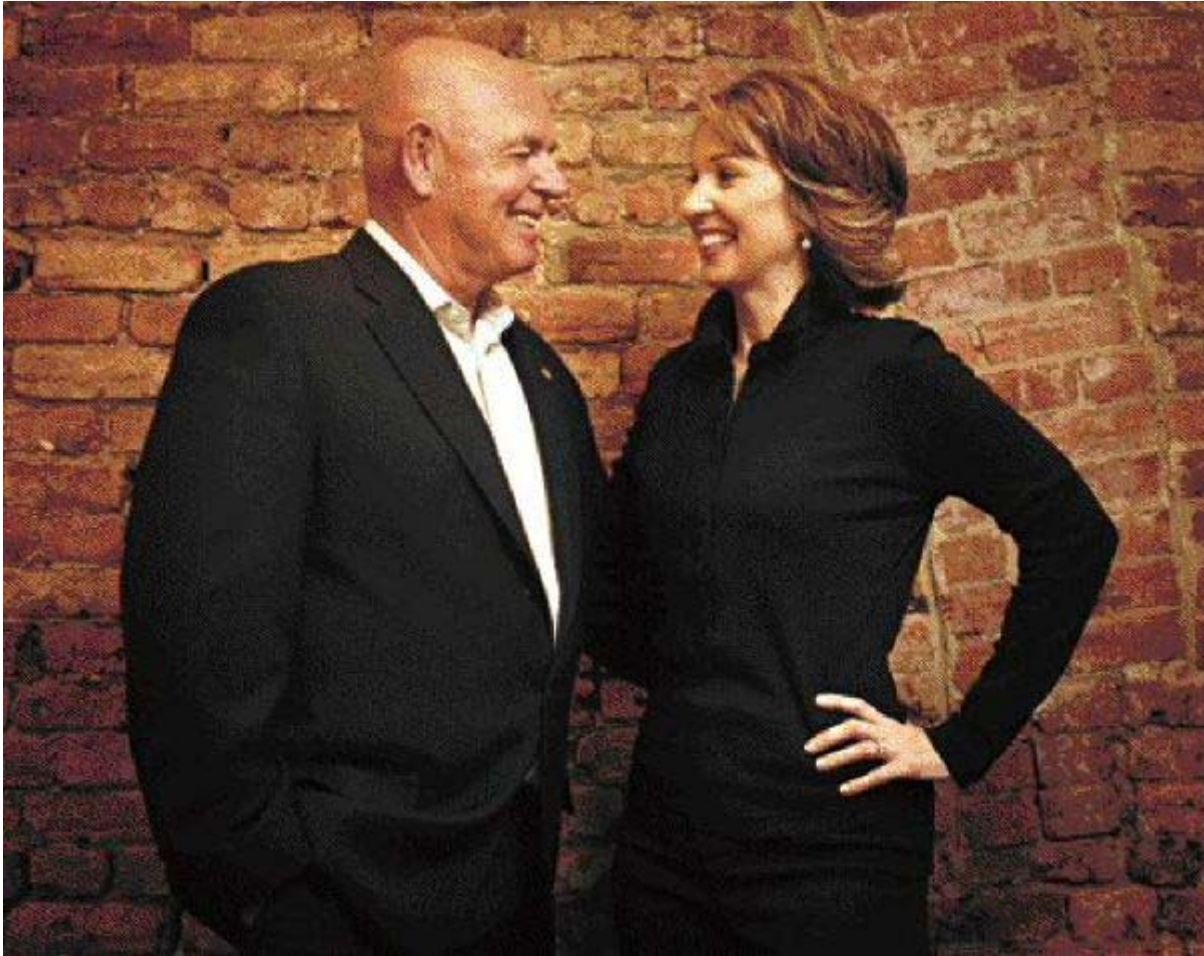
Contact Kelly Egan at 613-726-5896 or by e-mail, kegan@thecitizen.canwest.com

© Copyright (c) The Ottawa Citizen

A matter of faith

Catholicism, Buddhism, ancient Aztec beliefs -- the mayor tried them all in his spiritual quest before returning to the Catholic Church

BY JENNIFER GREEN, THE OTTAWA CITIZEN MARCH 15, 2009



Mayor Larry O'Brien, who attends the Blessed Sacrament Church with his wife, Colleen McBride-O'Brien, says, 'studying the philosophy of Buddhism put me in the position where I could finally become a good Christian.'

Photograph by: Jean Levac, The Ottawa Citizen, The Ottawa Citizen

In 1961, Gordon O'Brien was thrilled to be a car salesman in Ottawa. It was like selling freedom. The whole city was surging ahead in the prosperity of the postwar era.

But at O'Brien's duplex on Holland Avenue, his 12-year-old son, Larry, was realizing one man's joy can sometimes be another's sorrow. Money was always short. Both parents spat religious epithets across the kitchen table. The Irish Catholic father and Scots Protestant mother had 300 years of sectarian rage at their disposal.

"Certainly my parents were not financially successful, in any way, shape or form," Ottawa Mayor Larry O'Brien said last week from the tranquil expanse of his art-lined chambers on Elgin Street. As council

prepared to vote on the atheist bus ads, O'Brien and his wife, Colleen McBride-O'Brien, took some time to talk about how faith shaped their lives.

"I can still remember my first job (a paper route). I'd lend (my parents) money. It was sort of an upside-down situation. It certainly makes you tougher and more self-reliant. When that sort of thing happens in your early life, you don't judge it; it's just the way it is. Only from the perspective of time can you understand that it was wrong."

Religion just made matters worse. "There was conflict in the home. That was in the '50s, when the orange and green were often at each other's throats." Orangemen loved to remind the Irish of Britain's William of Orange, the Protestant who defeated the Catholics in the Battle of the Boyne in 1690. Larry went to church, but whether it was Catholic or Protestant depended "on who grabbed me (Sunday) morning."

O'Brien's aunt went so far as to whisk away his sister to rebaptize her Catholic.

"Spiritually, it was tough having the green and the orange cards played daily."

In 1967, when Larry was 17, his father died of a heart attack and stroke, leaving the family in worse straits than before. The youth stopped going to church altogether.

"I never doubted that God was there," he says now, "but I chose not to think about it for a decade or so. Religion did not have a big role."

He graduated from Algonquin College, where he studied technology, and later launched his first business, Insta-Call, which went under in 1979. He was back in 1982 with Calian Technologies, supplying technologies to business and government. The next year he married Debbie Green and they had two sons, Michael and Matthew.

They divorced in 1995. It was a turning point, he says. "I ended up re-examining all parts of life. I came to the conclusion I needed a stronger faith." Over the next five or six years he studied Buddhism, Judaism, even the early Aztec beliefs of Toltec.

"The interesting thing is that they all focus on the same aspects of kindness and loving, and creating a world of peace through your own actions and feelings. I like to say that studying the philosophy of Buddhism put me in the position where I could finally become a good Christian."

He says he carried four Biblical qualities into his business life: honesty, prudence, thinking for the long term, and making sure the product is worthwhile. Humility was an added bonus, he says ruefully: "Politics teaches you humility."

O'Brien and McBride-O'Brien both feel the atheist bus ads are disrespectful to people of faith, so he

voted against them Wednesday. Council voted 13-7 to accept the bus panels, which read, "There's probably no God. Now stop worrying and enjoy your life." The mayor wasn't that adamant. At a recent interfaith event at City Hall, he was surprised to hear clergymen of every creed support the ads because they get people thinking.

Catholicism came back into O'Brien's life in 2004 when he met real estate agent McBride-O'Brien, who grew up in Aylmer with devout Catholic parents. She attended several Pentecostal churches during her time as an airline stewardess in Toronto and British Columbia. "But I came back to the Catholic Church because it's my home."

For the past 12 or 13 years, she has attended Blessed Sacrament Church in the Glebe. The mayor has gone with her for the past two or three years.

It was tough to get the church's permission for the couple to marry there last June because of his divorce. However, the archdiocese decided he did not need an annulment because his first wedding was not in the Catholic Church. He had to restate his confession of the Catholic faith and submit a number of statements that he had been raised Catholic.

"Quite frankly, I could never understand it," said the mayor. "I had to go on bended knee to a couple of fathers. It went right up to archbishop."

"The process was lengthy and involved. We had a date on May 14, then June 28. It wasn't as simple as people thought," added his wife.

He still draws on his earlier explorations from time to time. "I was down yesterday. As I took the dog for a walk, I wondered, 'What am I doing?'"

So he tried a Buddhist technique of loving kindness, praying for people causing some strife in his life. "It's very freeing."

Then, as he came back to his condo at 700 Sussex Dr., a rabbi came out of the building and said, "just to let you know, we're behind you."

"This is a tough job. Not many times do people say thank you. I came away feeling I was on the right track."

As for his past and his parents, he is at peace with that too. "I recognized at the end of it that both my mom and dad did the best they could. That's all you can ask for."



cyberpresse.ca

LeDroit

613.562.0333 ou nouvelles@ledroit.com

Publié le 15 mars 2009 à 23h12 | Mis à jour le 15 mars 2009 à 23h15

11e Banquet de la Francophonie de Prescott et Russell

L'affichage bilingue et 10 ambassadeurs honorés



«?La langue française doit être sur un pied d'égalité. C'est le Canada dans lequel j'ai grandi.?» - Michael Ignatieff
Étienne Ranger, LeDroit



Jean-François Dugas
Le Droit

Décidément, le 11e Banquet de la francophonie de Prescott et de Russell avait une saveur «?affichage bilingue?» samedi soir à Embrun, dans l'Est ontarien.

À tour de rôle, plusieurs de personnes honorées ont vanté les mérites d'un tel règlement devant une salle comble de 475 convives lors de la grand-messe de fierté franco-ontarienne, présentée sous le thème Une francophonie porteuse d'avenir.

L'invité d'honneur, le chef du Parti libéral du Canada, Michael Ignatieff, a épousé la cause de l'affichage bilingue publiquement (voir ci-contre) tandis que le président d'honneur, le commissaire aux services en français de l'Ontario,

François Boileau, a réitéré son appui au règlement ce week-end, lui qui avait envoyé une lettre d'appui à l'automne dernier.

«?L'essence même d'être Canadien est la capacité de parler dans les deux langues officielles, a prôné M.? Ignatieff. Depuis mon enfance, il y a toujours eu deux langues, deux cultures au sein de ma famille. Pas de solitude. Ça, c'est mon Canada.?»

Par ailleurs, deux des nouveaux membres de l'Ordre de la Francophonie de Prescott et de Russell, le maire de

Clarence-Rockland, Richard Lalonde, et l'avocat en droit constitutionnel, Gilles LeVasseur, ont été décorés pour leurs efforts en matière d'affichage bilingue.

M. Lalonde a mené la charge, contre vents et marées, pour faire adopter un tel règlement dans sa municipalité, la première à le faire dans Prescott-Russell.

De son côté, M. LeVasseur a agi à titre de conseiller juridique pour la Cité de Clarence-Rockland dans cette affaire avant de récidiver l'an dernier avec le canton de Russell.

Ignatieff convaincant

Prononçant son premier discours sur l'avenir de la francophonie canadienne, M. Ignatieff a conquis son public avec la promesse de rétablir le Programme de contestation judiciaire - un outil important pour les minorités linguistiques aboli par les conservateurs, et sa volonté de lutter bec et ongles pour les communautés francophones d'un bout à l'autre du pays.

« La langue française doit être sur un pied d'égalité. C'est

le Canada dans lequel j'ai grandi, » a signalé le chef du Parti libéral.

Faisant preuve d'humour tout en ayant le courage de ses convictions lors de son allocution, parfois à saveur électorale, M. Ignatieff a semblé redonner espoir aux militants libéraux locaux, qui depuis la défaite surprise de leur parti aux conservateurs en 2006 dans leur circonscription, semblent sans direction.

Plusieurs convives se sont dits impressionnés par la prestance et le message du chef libéral, lorsqu'interpellés par LeDroit pendant la soirée.

Dix ambassadeurs

La 11e édition du Banquet a permis d'introniser sept nouveaux membres à l'Ordre de la francophonie de Prescott et Russell. En plus de M. Lalonde et LeVasseur, l'enseignante à l'École secondaire Embrun et ardente défenseuse de la langue française, Aline Brunet - à titre posthume, la pionnière de

plusieurs associations et membre de longue date du conseil

d'administration de l'Association canadienne-française de l'Ontario (ACFO) de Prescott et Russell, Odette Charbonneau-Legault, l'administratrice sortante du Richelieu International, Trèva Cousineau, le membre fondateur du Club Optimiste de Rockland, Rolland Pilon ainsi que l'enseignant-directeur-surintendant de la région de Cornwall Gerald Samson, ont été honorés.

Par ailleurs, le comédien Vincent Poirier, l'élève de 12e année à l'École secondaire catholique L'Escale, Karine Roy ainsi que l'élève de 11e année à l'École secondaire publique Le Sommet, ont reçu le Prix jeunesse Thomas-Godefroy pour leur contribution exemplaire au chapitre de la francophonie ontarienne.

De retour l'an prochain

Depuis trois ans, le Banquet de la francophonie est organisé en partenariat par l'ACFO de Prescott et Russell, la région Long-Sault/Carillon du Richelieu International et la Régionale de l'Est de la Fédération des aînés et des retraités francophones de l'Ontario (FAFO).

Cette association de trois ans devait prendre fin cette année après que le trio eut pris la relève en 2007 afin d'éviter son extinction.

« Nous avons conclu une nouvelle entente cependant il y aura un nouveau président? », a confirmé Marc Ryan, président du comité organisateur au cours des trois dernières années.

«?C'est un événement qui devient un incontournable de la francophonie canadienne, soutient le commissaire François Boileau. Le banquet donne l'occasion de rappeler ce que de personnes merveilleuses font pour avancer la francophonie dans Prescott et Russell et dans l'Ontario.?»

Copyright © 2000-2009 Cyberpresse Inc., une filiale de Gesca. Tous droits réservés.

Travel firms enlist students to talk peers into taking trips

Perks for successful high school 'reps' include free vacations, discounts, cash

BY JOANNE LAUCIUS, THE OTTAWA CITIZEN MARCH 14, 2009

It's March Break. Do you know where your teenagers are? As hundreds of high school students invade the beaches, tour operators say the high school "grad trip" is a growing business. And the frontline workers are high school peers who persuade classmates to sign up now for a trip next year in exchange for free or discounted trips, cash commissions and swag.

Breakaway Tours, Canada's largest student leisure tour operator, takes more than 22,000 travellers a year to destinations ranging from Cancun to Quebec City, according to the Toronto company.

Breakaway's competitor, S-Trip!, which originated in Ottawa and is now based in Toronto, has representatives in about 85 per cent of Ottawa high schools, estimates Pamela Aldis, S-Trip's director of operations for Cuba.

The company will take 18,000 student travellers on trips this year, about 4,000 of them from Ottawa.

Teens' expectations are on the increase. And part of the package they expect to mark the milestones of their lives is one last alcohol-fuelled hurrah with their friends before leaving high school, often in an exotic location.

"All our parents say 'We never had grad trips,' " said Sonny Reid, 17, a Grade 12 student at Immaculata Catholic High School who has been a student representative for S-Trip! for the past two years. "But it's in movies like Spring Break. It's on TV. Everyone goes on grad trip." Still, educators are concerned both about the safety of students and marketing methods used to pitch grad trip.

About a decade ago, school administrators had to shoo out recruits who were doing business in school cafeterias over lunch. The mode of operations has changed -- often university-age adults recruit student "reps" who in turn recruit their fellow students to sign up for the trips. Students reps are urged to use Internet-based marketing techniques like Facebook and e-flyers that link would-be customers to the rep's website with online booking.

Still, many parents mistakenly believe that the trips are school-sanctioned, which concerns the school board, said Diane Jeudy-Hugo, a superintendent with the Ottawa-Carleton District School Board.

Administrators can warn parents that the trips aren't sanctioned by the school and insist that the student travellers don't embark or disembark from school property.

"That's the only leverage we have, aside from parents," she said.

Keith Cooper, vice-principal at St. Pius X High School, said he made a phone call and sent a back-up letter to Breakaway Tours last year after finding a representative was on school property.

"We don't want them here," he said.

Neither does he appreciate the recruitment of students to do the selling. "I think it's extremely underhanded. We let parents know it's a private company." Frank Wiley, principal at Canterbury High School, takes issue with the idea that the purpose of a grad trip is to sit on a beach in Mexico.

Wiley reviews the grad trip with his school council every year. "All I can do is say 'This had nothing to do with the school,'" he said.

"I'm not here to stifle the kids. But you have to be aware." For businesses that cater to teens, high schools offer large numbers of the target consumer population in one place.

"We are a gathering spot for 1,300 young people," said Wiley. "These organizations think: 'This is a target-rich area.' Well, guess what? We're not a recruitment agency." Over the break, two groups of Canterbury students will head off to Europe on two separate trips. There is one parent or teacher for every 10 students. Even parents must go through a police check, he said. Private tour operators don't have the same level of responsibility, he said.

"I'm responsible for the health and education of young people. The buck stops at my desk," he said.

S-Trip's Pamela Aldis is accompanying 900 students to Cuba over March Break. Now a Grade 5 teacher with the Catholic school board, Aldis travels to Cuba three or four times a year.

There will be 26 adult staff members for the 900 students going to Cuba, said Aldis, who believes that grad trips get a bad rap from media reports about unescorted American students. Her staff members organize scuba diving and snorkelling excursions and tours of historical and educational interest.

"There's a lot offered to them, so they're not set up for disaster." She also works with security and police. The hotel can prevent students from drinking if they can't provide identification, and S-Trip sends home any student who drinks too much, causes damage or gets into fights.

Students are warned that possession of marijuana leads to two years in a Cuban jail, said Aldis, who enumerates teens who drink too much, get into fights and cause property damage among the mishaps on trips.

"When I'm in Cuba, I feel like a mother," she said. "I can't sleep unless I know everything is good." Sure, their parents are nervous, she said. But the next stop for these students is university. "Next year,

they're going to residence. It's potentially a lot worse." Sonny Reid won two trips to Quebec City for his efforts as a student rep and got upgraded accommodations, a VIP booth for a concert and free lift passes. He went snowboarding in the mornings and says he didn't want to drink too much.

"You couldn't get too ugly at night. But that doesn't stop anyone." Reid didn't sell enough trips to earn a trip to Cuba with his classmates, but he doesn't resent it. He also tried to recruit reps at two other high schools, but failed.

Reid believes he has learned valuable business, sales and organizational skills as a rep.

"I was getting so many cheques. They were loose and they were getting all over the place. The first year was brutal," he said.

As for salesmanship, "I learned how to make people be stoked about going."

© Copyright (c) The Ottawa Citizen